

Juvénal Habyarimana : un président mort malheureux

Olivier Nyirubugara
Avril 2007



Olivier Nyirubugara, Rédacteur
www.olny.nl
©O. Nyirubugara, October 2006

Il est désormais devenu chose courante de voir un président jadis cité par les donneurs de leçons comme modèle mourir comme une mouche, sans que personne ne se soucie de lui. Les anciens présidents rwandais Juvénal Habyarimana et zaïrois Mobutu Sesse Seko sont deux exemples de leaders africains, qui ont eu toutes les faveurs de l'occident avant de les perdre entièrement et de devenir des parias.

Habyarimana, qui a pris le pouvoir à la faveur [d'un coup d'Etat en juillet 1973](#), a connu des jours les meilleurs et a su conquérir la sympathie des présidents français de l'époque – Valéry Giscard d'Estaing et surtout François Mitterrand – ainsi que celle de l'ancienne puissance coloniale qui avait des relations plutôt cordiales avec la République qu'elle avait aidé à instaurer en 1961.

Cet article ne couvrira pas ces beaux vieux jours du président Habyarimana, mais s'occupera plutôt de ses malheureux derniers moments tels que présentés par différents auteurs qui l'ont connu et fréquenté pendant les derniers mois de son régime, ainsi que ceux qui se sont intéressés à sa mort. Nous nous baserons principalement sur les ouvrages de Jacques Roger Booh Booh (*Le patron de Dallaire PARLE*, 2005), celui du général Roméo Dallaire (*J'ai serré la main du diable*, 2003), de [Filip Reyntjens](#) (*Rwanda : trois jours qui ont fait basculer l'histoire*, 1995) et les écrits et témoignages compilés dans *Silence sur un attentat*, 2003, édité par le journaliste camerounais Charles Onana.

Un président sous pression

Dès le début de 1994, le président Habyarimana a été assailli de tous les côtés par des pressions venant de la communauté internationale dans presque toute sa totalité. La Belgique, les Etats-Unis, l'ONU, la Banque Mondiale, pour ne citer que ceux-là, n'ont pas permis à Habyarimana de respirer.

Le Général Dallaire, qui commandait à l'époque la force de la Mission des Nations Unies d'Assistance au Rwanda (MINUAR), et qui a eu à observer Habyarimana, nous éclaire au sujet de la pression qui commençait à peser sur ses épaules :



Ce même soir du 22 février [1994], Habyarimana avait convoqué une réunion dans ses bureaux avec tous les partis politiques, à l'exception du FPR. Dr. Kabia m'a rappelé tous les détails de cette rencontre. La communauté diplomatique et Boutros Boutros Ghali exerçaient beaucoup de pression sur le président afin qu'il résolve la crise politique. Il n'avait pas l'air de comprendre que, d'après l'accord de paix d'Arusha, le président avait renoncé à son autorité sur le gouvernement et que

Président Juvénal Habyarimana.
© Nouvel Observateur

son nouveau rôle de Chef d'Etat était plutôt protocolaire. Sa seule arme était la persuasion.

A ce point-ci, beaucoup de gens se demandaient qui étaient en possession du pouvoir. Qui était le responsable du gouvernement ? Etait-ce Madame Agathe avec son gouvernement intérimaire, dont le mandat était expiré depuis la fin du mois de décembre [1993] ? A qui revenait la responsabilité de trouver une solution ? A Faustin Twagiramungu ? Booh Booh ?(Dallaire, p. 255)

Du côté de l'ONU, le Secrétaire général Boutros Boutros Ghali n'a pas hésité d'utiliser un langage peu diplomatique en s'adressant au président Habyarimana, comme si ce dernier n'était plus qu'un vulgaire citoyen rwandais. Ce type de langage montre que cet homme n'était plus voulu et qu'il fallait faire tout pour le casser. Le compte rendu de sa rencontre du 1er mars 1994 avec l'envoyé spécial de Habyarimana, le ministre André Ntagerura est révélateur. Booh Booh a bien voulu nous sélectionner les extraits saillants de ce compte-rendu reflétant la perception que l'ONU avait de Habyarimana :



Boutros Boutros Ghali, ancien Secrétaire général de l'ONU. © www.forum.umontreal.ca

« Le président ne semble pas mesurer l'ampleur de nos problèmes et de notre réaction, nous nous en irons s'il n'y a aucune raison de rester »...Après une enquête sérieuse et sur la base des rapports de cinq sources différentes – dont le Ministre des Affaires Etrangères de la Belgique – le Secrétaire général peut affirmer que le président Habyarimana n'a pas tout fait pour réaliser la réconciliation nationale. La mise en place des institutions de la transition a deux mois de retard ! « Nous avons l'intention de retirer toutes nos troupes du Rwanda et de fermer le dossier » dit le Secrétaire général.

« J'ai fait l'impossible pour vous aider et vous n'avez pas tout fait pour nous aider. Le retrait des troupes peut se faire dans quinze jours ou dans un mois. C'est ce qui s'est passé en Angola, en Afghanistan, au Liban, et bientôt en Somalie. Ces deux mois de retard coûtent plusieurs millions de dollars à l'ONU. Cette situation ne peut plus durer. Vous ne voulez pas la paix, vous avez une dialectique de confrontation de part et autre, l'Organisation a d'autres priorités dans le monde. Vous ne voulez pas nous aider, nous allons vous quitter ».

Le Secrétaire général rappelle qu'il a téléphoné quatre fois au président Habyarimana « Vous avez continué à faire de la politique politicienne et c'est le peuple rwandais qui souffre. Nous allons nous retirer, cela se passera discrètement »... « Vous ne méritez pas l'aide qu'on vous a donnée. Vous ne nous avez rien donné en échange ». (Booh Booh, pp. 107-108)

A cette pression onusienne s'est ajoutée celle de la Banque Mondiale, le plus grand créancier du Rwanda. Selon Dallaire (p. 232), cette institution « menaçait de stopper le financement

du Rwanda, si le GTBE [Gouvernement de Transition à Base Elargie] n'était pas en place le 1er mars ». Dallaire note qu'une telle décision aurait des conséquences fâcheuses car elle inciterait d'autres pays et organisations à faire de même.

L'ancienne puissance coloniale - celle qui a installé les Hutu au pouvoir en 1961 avant de leur accorder l'indépendance en 1962 après avoir humilié l'élite Tutsi - ne s'est pas désolidarisée du reste de la communauté internationale. Elle a plutôt mis tout son poids dans la balance pour faire plier son ancien protégé, Habyarimana. Reyntjens décrit cette pression belge en ces termes :



La pression internationale exercée sur le président Habyarimana augmente considérablement. Les ministres belges des Affaires étrangères et de la Défense, W. Claes et L. Delcroix, visitent le Rwanda, respectivement en février et mars [1994]. M. Claes prononcera, à l'adresse du Chef de l'Etat, une petite phrase qui sera fort mal perçue : « Il est minuit moins cinq ».(Reyntjens, p. 18)

Willy Claes, ancien ministre des Affaires Etrangères de Belgique. © news.bbc.co.uk

Egalement, les Etats-Unis n'ont pas manqué de se joindre à la partie. Ils ont dépêché entre autres la ministre adjointe aux Affaires africaines, Prudence Bushnell, qui est arrivée à Kigali le 25 mars 1994, la veille de la publication de la liste [contestée par Habyarimana] des candidats députés par la première ministre Agathe Uwilingiyimana. Selon Dallaire, « elle a également rencontré Booh Booh et lui a annoncé qu'il pourrait être difficile de renouveler le mandat de la mission lors de la prochaine séance du Conseil de sécurité si l'installation du GTBE ne progressait pas ou si des scènes de violence avaient lieu » (Dallaire, p. 275). Reyntjens ajoute que Bushnell a insisté dans le même sens que M. Claes - Il est minuit moins cinq- (Reyntjens, p. 18)

C'est ce Habyarimana sans soutien à l'extérieur du pays et révolté qui s'est confié à Booh Booh chez lui à Gasiza près de Gisenyi, trois jours avant son assassinat. Booh Booh rapporte les propos de Habyarimana :

Le président s'est insurgé de voir la Communauté internationale faire des pressions intolérables sur lui alors qu'elle restait muette sur les agissements criminels du FPR et de Museveni.(Booh Booh, p. 132)

C'est dans cet état d'esprit que Habyarimana s'est envolé vers Gbadolité confier ses craintes et malheurs au Maréchal Mobutu,



Mobutu Sesse Seko, ancien président du Zaïre (RDC). © www.lesoftonline.net

son ami et allié de toujours. Reyntjens analyse les deux visites rapprochées de Habyarimana à Gbadolité – le 26 février, le 4 avril 1994 – comme étant une recherche de soutiens dans la sous-région, à défaut de les avoir parmi les membres influents de la communauté internationale. (Reyntjens, p. 18)

Honoré Ngbanda, un témoin de la dernière entrevue entre Mobutu et Habyarimana, nous décrit dans son témoignage un Habyarimana méconnaissable et impuissant qui sentait l'étouffement se resserrer et la mort se rapprocher à grand pas. Au sujet de la pression qui révoltait Habyarimana, Ngbanda écrit :

Le président rwandais était scandalisé, excédé, et révolté par ce qu'il considérait comme « une injustice des Belges et des Américains ». Cet homme d'habitude flegmatique avait complètement perdu son calme. « Ils me demandent chaque jour de lâcher plus en faveur de Kagame alors qu'ils ne lui exigent absolument rien en retour ! » , lançait-il d'une voix cassée qui dissimulait mal sa colère. (Ngbanda in Onana, Silence sur un attentat, p.22)

Habyarimana, jadis puissant et maître absolu du Rwanda, s'est donc retrouvé coincé par la communauté internationale qui ne lui donnait aucun autre choix que de tout céder à l'opposition intérieure et celle armée, se mettant ainsi lui-même hors-jeu. Ces pressions étaient également accompagnées par une autre situation, celle d'un Habyarimana ignoré, isolé et insulté à l'intérieur même du pays.

Un président ignoré

Entre 1973 – année de prise de pouvoir par Habyarimana- et 1990 - année des premières attaques du FPR – Habyarimana était craint et respecté. Avant chaque bulletin d'information, Radio Rwanda mettait un extrait d'un de ses discours, annonçant les stratégies (*amatwara ya Muvoma*) de son parti-Etat alors appelé Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement (MRND). La même radio diffusait à longueur de journée ses louanges ; tout citoyen devait porter une médaille à son effigie en plus du portrait qui trônait au milieu du salon. Pendant la période électorale, un chant populaire passait régulièrement à la seule radio nationale avec des mots qui, normalement, devaient scandaliser les croyants. Le refrain du chant était :

*N' iy' Imana,
N' iy' Imana zaba eshanu,
Zikibumba zikaba umuntu,
Tuzamutora, oya yewe,
tuzamutora.*

*Même s'il y avait cinq dieux,
Et que ceux-ci se groupaient pour devenir un
homme,
Nous voterons pour lui [Habyarimana]*

Nous avons voulu tout d'abord donner cet arrière-plan pour permettre une meilleure compréhension de la comparaison entre "Habyarimana le glorieux" et "Habyarimana le malheureux".

Renforcée par l'idée que la Communauté internationale ne voulait plus de Habyarimana, qui, selon elle, « essayait tout simplement de se raccrocher à quelques vestiges de pouvoir afin d'éviter la prison ou pire » (Dallaire, p. 268), l'opposition intérieure a voulu humilier Habyarimana sur tous les plans. Le 22 février 1994, la Première Ministre Agathe Uwilingiyimana devait faire appel à son traditionnel abus de langage contre Habyarimana, pour reprendre les termes de Dallaire (p.255).



Quelques semaines avant cette réunion, plus précisément le 8 janvier, Habyarimana avait été humilié par la même première ministre, cette fois-ci devant tous les partis politiques, y compris le FPR, et devant les représentants de la communauté internationale. Booh Booh, qui était présent au Village Urugwiro, nous décrit la scène et l'ambiance :

Madame Agathe Uwilingiyimana, première ministre du Rwanda assassinée le 7 avril 1994. © www.guide2womenleaders.com

A sa table de travail, le président était entouré de son staff civil et militaire ainsi que de ses amis politiques du MRND. Mme Agathe Uwilingiyimana, Première Ministre, est venue avec les membres de son cabinet qui représentaient ainsi les partis de la coalition gouvernementale. Monsieur Patrick Mazimpaka, premier vice-président du FPR, dirigeait une importante délégation de son parti. Comme invités étrangers, on notait la présence de l'Ambassadeur de Tanzanie qui représentait le facilitateur, puis le représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU que j'étais...

D'entrée de jeu, le président Habyarimana a engagé une vive polémique avec sa Première Ministre Agathe Uwilingiyimana qu'il accusait d'avoir fait échouer les cérémonies de prestation de serment des députés et des ministres le 5 janvier. Il a prétendu que pendant qu'il recherchait une solution de compromis au sein du parti libéral et du MDR, la Première Ministre avait rendu publique une liste de députés controversée et unilatérale qui a failli provoquer des incidents graves au palais du CND.

...Visiblement blessée dans son amour propre, madame la Première Ministre a interpellé sans management le chef de l'Etat, le traitant de fourbe qui cherchait à faire échouer l'accord de paix d'Arusha qu'il n'a pas hésité à appeler quelque part « chiffon de papier ».

Prenant le représentant spécial et l'ambassadeur de Tanzanie à témoins, madame la Première Ministre, très indignée, a déclaré que « les Rwandais sont des menteurs et que cela fait partie de leur culture. Dès le jeune âge on leur apprend à ne pas dire la vérité surtout si cela peut leur nuire », et a conclu que « le premier menteur du pays c'est Habyarimana », qu'elle a pointé du doigt. (Booh Booh, pp. 80-81)

L'affront que Habyarimana a dû subir ce jour là est sans appel. En fait, en acceptant de prêter serment le 5 janvier 1994 dans le cadre des Accords d' Arusha, Habyarimana avait renoncé à plusieurs de ses prérogatives et attributions –dont la nomination et la démission du premier ministre - et le poste de Président de la République était devenu un poste « honorifique »

(Booh Booh, p. 75). Cela explique pourquoi l'on pouvait facilement se passer de lui, voire l'insulter.

Arrêtons-nous un instant sur cette insulte pour bien comprendre dans quel état Habyarimana devait se trouver à ce moment. La première ministre évoque la culture rwandaise, qui a effectivement une certaine philosophie de mensonge que les termes *ubwenge* -qui signifie aussi bien « intelligence » que « malignité »- et *amayeri* – mot qu' on retrouve également en Lingala (*mayele*) signifiant « malignité » - résumant bien. Ces deux termes n'excluent pas toujours le mensonge [léger]. Cette même culture interdit formellement qu'une femme insulte un homme, en privé comme en public. L'offense devient plus grave quand cet homme est de loin plus âgé qu'elle. Une telle femme est, dans la culture rwandaise, appelée *umushizi w'isoni*, ce qui se traduit par « celle qui viole les règles de retenue ». Sachant que Habyarimana était au moins dix ans plus âgée que sa première ministre, l'on doit deviner quel a été le choc psychologique du côté du président, qui devait peut-être subir les mêmes affronts à chaque conseil des ministres.

Alors que Habyarimana avait perdu son pouvoir et sa puissance, son ancien compagnon de classe au Petit Séminaire de Kabgayi, Joseph Kavarugana, président de la Cour de Cassation et *ipso facto* président de la Cour Constitutionnelle, était devenu une personnalité clé dans l'installation des institutions de transition. C'est devant lui que Habyarimana a prêté serment le 5 janvier 1994, et sans lui ou son accord, l'installation des institutions de la transition ne pouvait se faire. Les causes de la rupture entre lui et Habyarimana restent obscures.

Signalons tout simplement que Kavaruganda a contribué à l'isolement de Habyarimana et a, à un certain moment, préconisé d'introniser les nouvelles institutions en ignorant purement et simplement Habyarimana. Avant de s'engager dans cette aventure, il a eu la sagesse de consulter « discrètement » l'ONU, par le biais de son représentant spécial à Kigali, Jacques Roger Booh Booh. Celui-ci nous résume le plan de Kavaruganda :

Cavaruganda [sic !], un militant en faveur de l'instauration d'un Etat de droit au Rwanda, président de la Cour constitutionnelle du Rwanda, avait attiré mon attention. C'est devant lui que le Chef de l'Etat a prêté serment le 5 janvier 1994. Ce Hutu modéré est venu, le 7 janvier 1994, discrètement à ma résidence, me faire part de ses inquiétudes à la suite des multiples obstructions faites par le président de la République pour empêcher tout changement pacifique de l'ordre politique au Rwanda. ...Il s'est dit prêt, si la MINUAR pouvait le protéger et l'appuyer, à présider les cérémonies de prestation de serment des députés et ministres sur la base des listes que présenteront madame la première ministre du gouvernement de transition et le Premier Ministre désigné du gouvernement de transition à base élargie. Pensait-il possible un tel scénario pendant un éventuel voyage du président Habyarimana en Côte d'Ivoire en février 1994 pour assister aux obsèques du président Houphouët Boigny ? C'est fort possible...A New York, cette idée du président de la Cour Constitutionnelle de pouvoir s'appuyer sur la MINUAR pour faire installer les institutions sans l'accord d'Habyarimana n'a pas rencontré d'écho favorable... (Booh Booh, pp. 84-86)

Nous voyons ici un Habyarimana complètement isolé :l'exécutif à la tête duquel se trouvait Agathe Uwilingiyimana et le judiciaire représenté par Joseph Kavaruganda se sont alliés contre lui. Signalons que le législatif avait cessé de fonctionner en attendant la mise en place

de la nouvelle assemblée, et que, nous l'avons déjà dit, le poste de Président de la République n'était plus que protocolaire. Dans ces conditions, sa seule survie ne résidait que dans un GTBE et une assemblée de transition favorable, et c'est là que se trouvaient tous les enjeux de l'impasse de février –mars 1994. Booh Booh décrit la situation politique de l'époque en ces termes :

Au 5 janvier 1994, la donne politique était la suivante : selon le schéma d'Arusha, le MRND s'est vu attribuer un poste de président de la République (honorifique), cinq postes de ministres et onze postes de députés, de même que le FPR avait cinq ministres et onze députés. Tous les autres partis politiques réunis possédaient les postes de président et de vice-président de l'Assemblée nationale, onze postes de ministres (y compris celui de premier ministre) et 37 postes de députés.

Chacun des deux grands partis cherchait à placer dans son giron les ministres et les députés de ces petits partis qui étaient devenus dès lors l'enjeu véritable du processus de paix. Qui allait, au vu de ce partage de pouvoir initial, contrôler l'Assemblée nationale de transition ?(Booh Booh, p. 75)

C'est ici le moment de regretter le manque d'informations en provenance des anciens proches collaborateurs de Habyarimana, lesquelles informations nous auraient permis de compléter ce tableau. Il est sûr que Habyarimana jouissait encore d'un soutien considérable non seulement au sein de son parti, le MRND, et de l'armée, mais également au sein de la population, surtout celle du nord du Rwanda. C'est avec un appétit féroce que nous avons dévoré le livre d'Edouard Karemera (*Le drame rwandais : les aveux accablant des chefs de la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda*, Lille: Editions Source du Nil, 2006) à la recherche d'indices qui nous permettraient de comprendre les derniers moments du président Habyarimana, du moins parmi les siens. Malheureusement, cet ancien ministre et vice-président du MRND s'est contenté presque exclusivement de constater et de commenter « les aveux accablant des chefs de la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda » à savoir Booh Booh et Dallaire. Nous saluons tout de même son appel invitant les anciens politiciens et responsables sous Habyarimana à prendre la plume afin d'éviter la pensée unique et la déformation de l'histoire dont ils ont été témoins.(Karemera,p.21)

Fort de ce qui précède, nous pouvons conclure que tout homme politique dans la situation de Habyarimana telle que décrite plus haut, ne pouvait que s'attendre à tout, car presque toutes les oreilles et toutes les portes lui étaient fermées. Tout ce qui a été mentionné plus haut n'était que des signes précurseurs que Habyarimana a dû percevoir, comme la section suivante le montre.

Un président qui pressent la mort

Dans n'importe quelle situation de guerre, il n'est pas anormale qu'un chef militaire, pour ne pas parler d'un commandant suprême des armées, craigne pour sa vie, en vertu du principe qu'en décapitant l'ennemi on le vainc plus facilement. Donc Habyarimana était la première cible militaire du FPR et la première cible politique des partis d'opposition favorables à celui-ci.



Dans une interview accordée à Stephen Sackur de la BBC le 7 décembre 2006, le président Paul Kagame, qui réagissait aux accusations du juge français Jean-Louis Bruguière lui imputant la responsabilité de la mort de

Président Juvénal
Habyarimana. © Nouvel
Observateur

Habyarimana, a dû rappeler le principe militaire évoqué plus haut. Sackur a dû poser la même question - Mais croyez vous que vous aviez le droit de l'assassiner? (*But do you believe you had a right to assassinate him?*)- trois fois, en interrompant son interlocuteur à plusieurs reprises, avant de décrocher la réponse suivante du président rwandais :

Non [rire], mais bien sûr, Habyarimana étant du côté de ceux que je combattais, il était possible qu'il meure facilement. Supposez que j'y eusse laissé moi-même la vie ; ce juge[Bruguière] serait-il entrain de s'intéresser à ma mort et à celui qui m'aurait tué?...Je dis que nous étions dans une situation de guerre. Mais ceci n'a rien à voir avec l'assassin de Habyarimana. Je ne traiterai même pas de ce sujet. Je dis tout simplement qu'il n'est pas étonnant qu'un belligérant meure. Est-ce que cela signifie que quelqu'un peut monter des accusations grossières contre moi sans...

([BBC, HARD Talk, 7 décembre 2006](#).Traduction: O. Nyirubugara)

 [Extraits de l'interview](#)

*No [LAUGHING], but of course Habyarimana, having been on the other side that I was fighting, it was possible that he could easily die. Imagine if I had died myself in the same process? Would the same judge be asking about my death or who killed me? ... I am saying [that] this was a situation where there was a war which was being fought. But this has nothing to do now with who actually killed Habyarimana yet. I am not even coming to that. I am only saying that it is even surprising that somebody involved in a war can die. Does that also mean that you simply bring up wild allegations against me without...
([BBC, HARD Talk, 7 decembre 2006](#))*

 [Excerpts from the interview](#)

Habyarimana était un chef militaire et politique traqué qui sentait l'étau se resserrer de plus en plus autour de lui. Il avait certainement été informé par les français au sujet d'éventuels missiles sol-air que cachait le FPR au palais du CND. Le colonel Luc Marshall, qui était le commandant en second de la MINUAR a dit dans son témoignage que l'attaché Défense près l'ambassadeur de France, le colonel Cussac est venu le voir fin février 1994, pour s'enquérir si la MINUAR avait « la certitude que le FPR ne camoufle pas des missiles sol-air au CND ? » (Marchal, in *Silence sur un attentat*, pp. 29-30). Les français étant restés du côté de Habyarimana, ou du moins n'ayant pas manifesté d'hostilité envers lui, nous pouvons supposer que celui-ci a été renseigné sur les missiles, ce qui a dû confirmer ces craintes. C'est peut-être de cette source que parle Honoré Ngebanda quand il rapporte les propos de Habyarimana qui « disposait de 'renseignements obtenus de sources sûres' qui dans son esprit, ne faisaient plus l'ombre d'aucun doute sur l'imminence du danger qui le guettait » (Ngebanda, in *Silence sur un attentat*, pp.17-22).



President Paul Kagame of Rwanda. © <http://www.gov.rw>

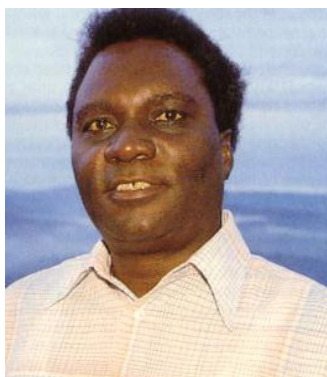
En avril 1994, Ngebanda était conseiller spécial du Maréchal Mobutu. Il dit avoir assisté à la dernière entrevue entre les deux hommes le 4 avril 1994 à Gbadolite. Selon son témoignage (Ngebanda, idem supra), Habyarimana était « excédé », « scandalisé », « révolté » et « en colère » contre les belges et les américains qu'ils voyaient derrière « un imminent projet de son assassinat ». Il demandait l'aide de Mobutu car, documents à l'appui, il « était convaincu que certaines puissances occidentales avaient décidé de l'éliminer physiquement ».

Dans cet entretien « tendu » et « exceptionnellement long, très long », Habyarimana a reconnu que ce qui était pression quelques semaines auparavant était devenu « menaces...de plus en plus pressantes et sans équivoque » et que la Belgique et les Etats-Unis ne mâchaient plus leurs mots quand ils lui parlaient (Ngebanda, idem supra).

A en croire [Abdul Ruzibiza](#), l'ancien agent secret du FPR qui affirme avoir été membre du *Network Commando* chargé d'abattre Habyarimana, celui-ci a failli voir ses pires craintes se transformer en réalité au retour de ce voyage le 5 janvier 1994. [Ruzibiza](#) écrit que ce jour-là, " il a failli être abattu à son retour du Zaïre mais il n'as pas été possible de disposer les missiles à l'endroit du tir en pleine journée." ([Ruzibiza](#), p. 237)

Deux jours avant cette visite à Gbadolite, le général Dallaire avait rencontré à Mulindi le général Kagame alors commandant des forces du FPR. Nous préférons laisser le lecteur lire ce passage du livre de Dallaire et tirer la conclusion lui-même quant aux liens probables entre les déclarations des uns et des autres:

...le 2 avril, j'ai rencontré le ministre de la Défense...Après l'avoir quitté, j'ai pris un hélicoptère pour rencontrer Kagame après le déjeuner. Il m'a paru distant et un peu renfermé...Son attitude était un peu surprenante, étant donné qu'il s'ingéniait à garder le secret sur les mouvements des troupes du FPR et leurs capacités de frappe...Finalement, je lui ai demandé s'il avait des questions à me poser...J'ai regardé son visage. Jamais, je ne l'avais vu aussi sombre. Il a seulement ajouté que nous étions à la veille d'un cataclysme et qu'une fois enclenché, aucun moyen ne permettrait de le contrôler. (Dallaire , pp. 278-279)



Le Président Juvénal Habyarimana.

Les deux généraux majors – Habyarimana et Kagame- tels que décrits par deux observateurs étrangers - Ngdanda et Dallaire- qui ont eu à les voir sous un autre jour, ont plusieurs choses en commun: tous les deux apparaissent autrement que d’habitude ; ils sont tendus ; ils ont un air bizarre ; et surtout, ils annoncent quelque chose de terrible : « assassinat imminent » pour Habyarimana (Ngbanda, idem supra) et « cataclysme » imminent que personne ne pourra contrôler pour Kagame (Dallaire , idem supra).



Le Président Paul Kagame du Rwanda © <http://www.gov.rw>

Deux jours après sa rencontre avec Kagame, c’est-à-dire le jour de la dernière visite de Habyarimana à Gbadolité, Dallaire, comme le colonel Théoneste Bagosora, participait à la soirée offerte par le contingent sénégalais de la MINUAR à l’occasion de la fête nationale de leurs pays. A cette occasion, Dallaire s’est approché de Bagosora « qui avait bu et se montrait plus loquace que d’habitude » (Dallaire, p. 285) pour lui demander « si le président Habyarimana avait désigné quelqu’un pour son ‘dauphin’ » (Dallaire, idem supra). Dallaire ajoute que c’était une question de curiosité « de connaître le successeur, au cas où il arriverait quelque chose à Habyarimana » (Dallaire, idem supra). Il admet tout de même que cette question a dû « faire l’effet de bombe dans les oreilles de Bagosora », qui a répondu qu’il ignorait le dauphin de Habyarimana. Aux deux généraux à l’air changé et tendu s’ajoute un autre dont la curiosité inhabituelle suscite des suspicions.

Conclusion : complot ou pur hasard ?



*L’un des réacteurs de l’avion de l’ancien président rwandais Juvénal Habyarimana.
Source: <http://www.rwanda-info.net>*

S’il est clair que Habyarimana a vu la mort s’approcher à grand pas et qu’apparemment il ne pouvait y échapper, le flou persiste toujours sur la théorie du complot. Parlant du sommet dit de paix de Dar-es-Salaam du 6 avril 1994, le journaliste américain Wayne Madsen révèle qu’il y a eu plusieurs annulations de dernières minutes, dont celles de Mobutu et du président Kenyan Arap Moi. (Madsen, in *Silence sur un attentat*, pp.64-65). Il signale également que le chef de l’état-major tutsi de l’armée du Burundi le colonel Jean Bikomagu, qui devait accompagner son président, a été averti alors qu’il s’apprêtait à monter dans l’avion à destination de Dar-es-Salaam. Booh Booh, dont la mission première était de favoriser tout effort de paix, a dû

lui-même "décliner cette invitation sans ordre du jour annoncé" et qui lui paraissait "précipitée et improvisée" (Booh Booh, p. 143), et a préféré maintenir son agenda, qui consistait à préparer sa visite du 7 avril aux victimes de la sécheresse à Kibuye.

Citant un témoignage de l'ancien ministre de la Coopération française, Bernard Debré, Madsen affirme que le président ougandais Yoweri Museveni a joué un rôle décisif dans l'attentat. En fait, le président burundais Cyprien Ntaryamira a fait le voyage de Kigali parce que Museveni « avait persuadé les deux présidents de se rendre à Kampala le lendemain pour faire avancer le processus de paix ». Une fois que Ntaryamira a renvoyé son avion à Bujumbura, « Museveni a retenu Ntaryamira pour des entretiens » forçant les deux présidents à s'envoler plus tard que prévu, ce qui faisait l'affaire de ceux qui leur avaient tendu le piège à l'aéroport de Kigali (Madsen, in *Silence sur un attentat*, pp.65-66).

Quelque soit ce qui est arrivé, la seule certitude presque absolue que l'on peut avoir, est que Habyarimana a dû sérieusement souffrir psychologiquement en se voyant impuissant devant la situation, en se faisant insulter sans moyen de réagir, et en voyant la mort venir sans moyens d'y échapper. Il doit être mort le cœur serré, malheureux !

Bibliographie :

- BBC, *BBC's Stephen Sackur talks to Rwanda's president, Paul Kagame*, 7 December 2006.
- Booh Booh, Jacques Roger, *Le patron de Dallaire PARLE : Révélation sur les dérives d'un général de l'ONU au Rwanda* (Paris : Editions Dubois, 2005)
- Dallaire, Roméo, *J'ai serré la main du diable : la faillite de l'humanité au Rwanda* (Outremont: Editions Libre Expression, 2003)
- Karemera, Edouard, *Le drame rwandais : les aveux accablant des chefs de la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda* (Lille: Editions Source du Nil, 2006)
- Onana, Charles (Ed.), *Silence sur un attentat: le scandale du génocide rwandais. Actes du colloque organisé en avril 2003 à Paris* (Paris : Editions Dubois, 2005)
- Reyntjens, Filip, *Rwanda : trois jours qui ont fait basculer l'histoire* (Paris : Editions l'Harmattan, 1995)
- Ruzibiza, Abdul, *RWANDA: Histoire secrète* (Paris: Editions du Panama, 2005)